

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIV^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2016-2017

Séance(s) du mardi 10 janvier 2017

Articles, amendements et annexes



92^e séance

Annexes

ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE

Le Gouvernement a engagé la procédure accélérée sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes (n° 4357).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le vendredi 23 décembre 2016, de M. le Premier ministre, une lettre l'informant qu'il avait décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services (n° 4355).

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 23 décembre 2016, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, modifié par le Sénat, ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services.

Ce projet de loi, n° 4355, est renvoyé à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 janvier 2017, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1365 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État et l'ordonnance n° 2016-1366 du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel.

Ce projet de loi, n° 4356, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 janvier 2017, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes.

Ce projet de loi, n° 4357, est renvoyé à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 janvier 2017, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières.

Ce projet de loi, n° 4358, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 10 janvier 2017, transmise par M. le président du Sénat, une proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale.

Cette proposition de loi, n° 4361, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 janvier 2017, de Mme Élisabeth Guigou, une proposition de résolution sur la reconnaissance et la poursuite des crimes perpétrés en Syrie et en Irak et sur l'accès des populations civiles à l'aide humanitaire, déposée en application de l'article 136 du règlement.

Cette proposition de résolution a été déposée sous le n° 4359.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 10 janvier 2017, de Mme Marie-Hélène Fabre et M. Patrick Bloche, une proposition de résolution pour rendre justice aux victimes de la répression de la Commune de Narbonne de 1871, déposée en application de l'article 136 du règlement.

Cette proposition de résolution a été déposée sous le n° 4360.

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport relatif à l'application de la loi organique n° 2015-1712 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du journal officiel de la république française et de la loi n° 2015-1713 du 22 décembre 2015 portant dématérialisation du journal officiel de la république française.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 76 de la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, le rapport portant sur l'évaluation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017, le rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet d'augmentation de puissance du supercalculateur de Météo-France.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, l'avenant n° 5 à la convention du 29 juillet 2010 entre l'État et l'ANR relative au programme d'investissements d'avenir (action « Valorisation – Instituts Carnot).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application des articles 48 et 53 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, les rapports annuels relatifs à l'exécution des cahiers des charges et avis portant sur l'application des contrats d'objectifs et de moyens de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde au titre de l'année 2015.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 de financement de la sécurité sociale pour 2015, le rapport d'évaluation de la contribution au titre des médicaments destinés au traitement de l'hépatite C (dispositif W).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport relatif à l'application de la loi n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de réutilisation des informations du secteur public

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 29 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 32 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, le rapport sur les emprunts structurés des collectivités territoriales et organismes publics.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 29 décembre 2016, de M. le Premier ministre, en application de l'article 53 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et la société nationale de programme Radio France pour la période 2015-2019.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 10 janvier 2017, de M. le Premier ministre, en application de l'article 1^{er} de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État, le projet de contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019 de l'Institut français.

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 10 janvier 2017, de Mmes Corinne Erhel et Laure de La Raudière un rapport d'information, n° 4362, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires économiques sur les objets connectés.

MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DES GROUPES

(Journal officiel, Lois et Décrets, du 10 janvier 2017)

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN

(275 membres)

– Supprimer les noms de MM. Carlos Da Silva et Bruno Le Roux.

– Ajouter les noms de MM. Yannick Trigance et Manuel Valls.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Conférence des présidents du mardi 10 janvier 2017)

DATES	MATIN	APRÈS-MIDI	SOIR
<i>Semaine de contrôle</i>			
JANVIER			
MARDI 10		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Débat sur les politiques publiques en faveur de l'accès aux droits sociaux. ⁽¹⁾	À 21 h 30 : - Questions sur la politique en matière d'éducation. ⁽²⁾ - Questions sur l'avenir du nucléaire. ⁽³⁾

MERCREDI 11		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Débat sur les négociations internationales relatives au changement climatique. ⁽⁴⁾ - Débat sur la fibromyalgie. ⁽⁵⁾	À 21 h 30 - <i>Débat socle européen des droits sociaux et convergence sociale et salariale.</i> ⁽⁶⁾
JEUDI 12	À 9 h 30 : ⁽⁷⁾ - 2 ^e lect. Pn réforme prescription en matière pénale (n° 4135, 4309). - Pn Sénat éthique du sport (n° 4173, 4330). - Pn respect animal en abattoir (n° 4203, 4312).	À 15 heures : - Suite odj du matin.	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
Semaine du Gouvernement			
MARDI 17	À 9 h 30 : - Questions orales sans débat.	À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Nlle lect. Pt statut de Paris et aménagement métropolitain (4350).	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
MERCREDI 18		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Suite odj de la veille. - Pt Sénat France-Gabon transport aérien (2347). - Pt Sénat accord-cadre France-Maurice cogestion île de Tromelin (547, 830)	À 21 h 30 : - Pn lutte contre accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (4344).
JEUDI 19	À 9 h 30 : - Pt création établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes (4357).	À 15 heures : - Suite odj du matin.	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
Semaine du Gouvernement			
MARDI 24		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Pn adaptation du code minier au droit de l'environnement (4251).	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
MERCREDI 25		À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Suite odj de la veille.	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
JEUDI 26	À 9 h 30 : - Pt France-République tchèque coopération espace extra-atmosphérique (3906). ⁽⁸⁾ - Pt France-Secrétariat accord pêches sud océan Indien (4246). ⁽⁸⁾ - <i>Évent.</i> , CMP ou nlle lect. ratification ordonnance simplification procédures Agence nationale de sécurité du médicament. - <i>Évent.</i> , CMP ou nlle lect. ratification ordonnance création Agence nationale de santé publique. - <i>Évent.</i> , CMP ou nlle lect. extension délit d'entrave à l'IVG.	À 15 heures : - Suite odj du matin.	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.
Semaine de l'Assemblée			
MARDI 31	À 9 h 30 : - Questions orales sans débat.	À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Suite Pn promotion langues régionales (4096, 4238). - <i>Sous réserve de sa transmission</i> , 2 ^e lect. Pn adaptation territoires littoraux au changement climatique.	À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.

<p>FÉVRIER MERCREDI 1^{er}</p>		<p>À 15 heures : - Questions au Gouvernement. - Pn org. obligations déontologiques applicables aux membres du Conseil constitutionnel (4274 rect.). - Pn modalités dépôt candidature élections (3079). - Pn (4289) et Pn org. (4291) obligation de casier judiciaire vierge pour les candidats à une élection. ⁽⁹⁾</p>	<p>À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.</p>
<p>JEUDI 2</p>	<p>À 9 h 30 :⁽¹⁰⁾ - Pn résol. europ. COP finance mondiale (4332). - Pn revalorisation pensions retraites agricoles (4348). - Pn égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (4347). - Pn résol. europ. débat CETA (4335).</p>	<p>À 15 heures : - Suite odj du matin.</p>	<p>À 21 h 30 : - Suite odj de l'après-midi.</p>

⁽¹⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe SER.*

⁽²⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe LR.*

⁽³⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe UDI.*

⁽⁴⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe RRDP.*

⁽⁵⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe GDR.*

⁽⁶⁾ *Ordre du jour proposé par la commission des affaires européennes.*

⁽⁷⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe RRDP.*

⁽⁸⁾ *Procédure d'examen simplifiée.*

⁽⁹⁾ *Discussion générale commune.*

⁽¹⁰⁾ *Ordre du jour proposé par le groupe GDR.*

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Par lettre du vendredi 23 décembre 2016, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

COM(2016) 511 final LIMITE. – Proposition de décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés dans l'évaluation de 2016 de l'application, par l'Italie, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour.

COM(2016) 516 final LIMITE. – Proposition de décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation pour 2016 de l'application, par l'Espagne, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières extérieures (Aéroport de Barcelone).

COM(2016) 789 final. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 87/217/CEE du Conseil, la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil, le règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil, la directive 86/278/CEE du Conseil et la directive 94/63/CE du Conseil en ce qui concerne les règles de procédure en matière de rapports sur l'environnement et abrogeant la directive 91/692/CEE du Conseil.

COM(2016) 815 final. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et le règlement (CE) n° 987/2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE et pour la Suisse).

COM(2016) 853 final. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantis dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité.

D048353/02. – Règlement de la Commission modifiant l'annexe I du règlement (CE) n° 1334/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne certaines substances aromatisantes.

D048308/03. – Règlement de la Commission modifiant les annexes II et III du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de sulfoxaflor présents dans ou sur certains produits.

Par lettre du lundi 2 janvier 2017, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

COM(2016) 827 final LIMITE. – Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil des membres du Conseil oléicole international (COI).

15763/16. – Projet de décision d'exécution du Conseil modifiant la décision 2009/935/JAI en ce qui concerne la liste des États et organisations tiers avec lesquels Europol conclut des accords.

COM(2016) 535 final. – Proposition de décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2016 de l'application, par la Grèce, de l'acquis de Schengen dans le domaine du système d'information Schengen.

COM(2016) 818 final. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1008/2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté.

15053/16 LIMITE. – Décision du Conseil modifiant la décision 2014/219/PESC relative à la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali).

**TEXTES TRANSMIS EN APPLICATION
DU PROTOCOLE SUR L'APPLICATION
DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE
LA PROPORTIONNALITÉ ANNEXÉ AU
TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE ET
AU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT
DE L'UNION EUROPÉENNE**

Par lettre du jeudi 5 janvier 2017, la Commission européenne a transmis, en application du protocole (n° 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, le texte suivant :

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1008/2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté [COM(2016) 818 final]